Spedizione in abbonamento postale

Anno 96° — Numero 198

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Lunedì, 29 agosto 1955 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 - Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma - presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI ORDINARI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 28 giugno 1955, n. 768.

Adesione da parte dell'Italia all'Atto costitutivo della Commissione europea per la lotta contro la febbre aftosa, approvato a Roma l'11 dicembre 1953 dalla Conferenza dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire all'Atto costitutivo della Commissione europea per la lotta contro la febbre aftosa approvato a Roma l'11 dicembre 1953 dalla Conferenza dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Atto indicato nell'art. 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

Art. 3.

L'onere derivante dall'applicazione della presente legge, nella misura corrispondente al valore in lire italiane di 5000 dollari U.S.A. annui, farà carico allo stanziamento del capitolo 297 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1953-54 e dei corrispondenti capitoli degli esercizi successivi.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 giugno 1955

GRONCHI

SCELBA — MARTINO — GAVA — MEDICI — MARTINELLI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Acte constitutif de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse

PRÉAMBULE

Les Etats contractants, considérant la nécessité pressante d'empêcher que l'agriculture européenne subisse à nouveau les lourdes pertes entraînées par les épidémies répétées de fièvre aphteuse, créent par les présentes une Commission désignée sous le nom de Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse, dont l'objet est de stimuler sur le plan national et international les mesures propres à lutter contre la fièvre aphteuse en Europe.

Article premier.

Membres.

Les Membres de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse (désignée ci-après sous le nom « de la Commission ») sont les Etats européens membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (désignée ci-après sous le nom de « l'Organisation ») ou de l'Office international des épizooties (désigné ci-après sous le nom de « l'Office »), qui adhèrent au présent Acte constitutif conformément aux dispositions de l'article XV. La Commission peut, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés et à condition que cette majorité soit supérieure à la moitie du nombre total des Membres de la Commission, admettre à la qualité de Membre de la Commission, après approbation du Conseil de l'Organisation, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article XV, tout autre Etat européen qui a déposé une demande d'admission accompagnée d'un instrument officiel par lequel il accepte les obligations découlant de l'Acte constitutif en vigueur au moment de son admission.

L'Organisation, l'Office et l'Organisation européenne de coopération économique ont le droit de se faire représenter à toutes les sessions de la Commission et de ses Comités, mais leurs représentants n'ont pas le droit de vote.

Article II.

Obligations des Membres en matière de politiques nationales et de coopération internationale concernant la lutte contre la fièvre aphteuse.

1. — Les Membres s'engagent à lutter contre la fièvre aphteuse et à s'efforcer de la supprimer en adoptant des mesures sanitaires et des règlements de quarantaine efficaces et en appliquant une ou plusieurs des méthodes ci-après:

1) Politique d'abattage;

2) Politique combinée d'abattage et de vaccination;

3) Immunisation totale du cheptel bovin par vaccination;

4) Vaccination du cheptel dans un certain périmètre autour des foyers de fièvre aphteuse.

Les méthodes adoptées seront rigoureusement appliquées.

2. — Les Membres adoptant la deuxième ou la quatrième méthode s'engagent à se procurer une quantité de virus suffisante pour la production de vaccins et une quantité de vaccin suffisante pour assurer la protection du cheptel si l'épizootie se déclare. Chaque Membre apportera aux autres Membres collaboration et assistance pour tout ce qui concerne une action concertée contre la fièvre aphteuse, notamment pour l'approvisionnement en vaccin et en virus, le cas échéant. Les quantités de virus et de vaccin à mettre en réserve pour l'usage national et international seront fixées par les Membres, à la lumière des conclusions de la Commission et des avis émis par l'Office.

3. — Les Membres prendront des mesures pour que soit identifié immédiatement le virus recueilli lors d'une épidémie de fièvre aphteuse et communiqueront aussitôt les résultats de l'identification à la Commission et à l'Office.

4. — Les Membres s'engagent à fournir à la Commission tous renseignements dont elle peut avoir besoin pour s'acquitter de ses fonctions. En particulier, ils signaleront sans délai à la Commission et à l'Office toute nouvelle épidémie et son étendue; ils fourniront à ce sujet tout rapport détaillé qui pourrait être utile à la Commission.

Article III.

Siège.

1. — Le siège de la Commission et son secrétariat sont à Rome, au siège de l'Organisation.

2. — La Commission se réunit au siège sauf s'il en a été décidé autrement par elle lors d'une session antérieure ou, dans des circonstances exceptionnelles, par son Comité exécutif.

Article IV

Fonctions générales.

Les fonctions générales de la Commission sont les suivantes:

1) Conclure avec l'Office, par l'intermédiaire du Directeur général de l'Organisation et dans le cadre de tout accord existant entre l'Organisation et l'Office, des ententes propres à garantir que:

1.1) tous les Membres recevront des avis techniques sur tout problème ayant trait à la lutte contre la fièvre aphteuse;

1.2) des renseignements complets sur les épidémies de fièvre aphteuse et l'identification des virus seront recueillis et diffusés dans les moindres délais;

1.3) les travaux spéciaux de recherche qu'exige la fièvre aphteuse seront effectués.

2) Recueillir des renseignements relatifs aux programmes nationaux de lutte et de recherche concernant la fièvre aphteuse.

3) Déterminer, de concert avec les Membres intéressés, la nature et l'ampleur de l'assistance dont les Membres ont besoin pour exécuter leurs programmes.

4) Susciter et organiser, chaque fois qu'une telle action sera nécessaire, une action concertée pour surmonter les difficultés que rencontre l'exécution des programmes de lutte, et à cet effet prendre des mesures permettant de disposer des ressources nécessaires pour la production et le stockage des vaccins, par exemple au moyen d'accords conclus entre les Membres.

5) Prévoir les moyens matériels nécessaires à l'identification des virus.

6) Etudier la possibilité de créer un laboratoire international pour l'identification des virus et la production des vaccins.

7) Etablir et tenir à jour un registre des disponibilités de virus et vaccins dans les différents Pays.

8) Fournir aux autres organisations des avis concernant l'affectation de tous fonds disponibles pour la lutte contre la fièvre aphteuse en Europe.

9) Conclure, par l'intermédiaire du Directeur général de l'Organisation, avec d'autres organisations, groupes régionaux ou Etats qui ne sont pas Membres de la Commission, des ententes en vue de leur participation aux travaux de la Commission ou de ses Comités, ainsi que des ententes d'assistance mutuelle relatives aux problèmes de lutte contre la fièvre aphteuse. Ces ententes pourront comporter la création de comités mixtes ou la participation aux travaux de tels comités.

10) Examiner et approuver, pour transmission au Conseil de l'Organisation par l'intermédiaire du Directeur général, le rapport du Comité exécutif sur les activités de la Commission, les comptes annuels, ainsi que le programme de travail et le budget pour l'année suivante.

Article V

Fonctions spéciales.

Les fonctions spéciales de la Commission sont les suivantes:

1) Concourir, de toute manière que la Commission et les Membres intéressés jugent utile, à la lutte contre les épidémies de fièvre aphteuse à caractère critique. A cet effet, la Commission, ou son Comité exécutif agissant en vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'article I, peut utiliser tout solde non engagé du budget administratif, dont il est question au paragraphe 7 de l'article XIII, ainsi que toute contribution supplémentaire versée au titre de mesures d'urgence conformément aux dispositions du paragraphe 4 dudit article.

2) Prendre les mesures voulues dans les domaines suivants:

2.1) production et stockage par la Commission ou pour son compte, de virus et de vaccins à distribuer aux Membres en cas de besoin;

2.2) encouragement de l'établissement par les Membres, en cas de besoin, de cordons sanitaires en vue de circonscrire l'épizootie.

3) Exécuter tout nouveau projet déterminé qui pourrait être proposé par les Membres ou par le Comité exécutif et approuvé par la Commission en vue d'atteindre les objectifs de la Commission, tels que définis dans le présent Acte.

Le solde créditeur du budget administratif peut être utilisé pour les fins décrites aux paragraphes 2 et 3 du présent article, sous réserve que cette décision soit approuvée par la Commission à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, cette majorité devant être supérieure à la moité du nombre des Membres de la Commission.

Article VI.

Organisation.

1. — Chaque Membre est représenté aux sessions de la Commission par un seul délégué qui peut être accompagné d'un suppléant, d'experts et de conseillers. Les suppléants, les experts et les conseillers peuvent prendre part aux débats de la Commission, mais ils n'ont pas le droit de vote, sauf dans le cas d'un suppléant dûment autorisé à remplacer le délégué.

2. — Chaque Membre dispose d'une voix. Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des suffrages exprimés, excepté dans le cas où le présent Acte en dispose autrement. La majorité des membres de la Commission constitue le *quorum*.

3. — La Commission élit, au début de chaque session ordinaire, un président et deux vice-présidents choisis parmi les delégués. Le président et les vice-présidents restent en fonctions jusqu'au début de la session ordinaire suivante. Ils sont rééligibles.

4. — Le Directeur général de l'Organisation, d'accord avec le Président de la Commission, convoque la Commission en session ordinaire au moins une fois par an. Il peut convoquer la Commission en session extraordinaire soit avec l'accord du Président de la Commission, soit à la demande de la Commission, exprimée au cours d'une session ordinaire, ou sur requête d'un tiers au moins des Membres de la Commission, formulée dans l'intervalle des sessions ordinaires.

Article VII.

Comités.

1. — La Commission peut créer des comités temporaires, spéciaux ou permanents, chargés de faire des études et des rapports sur des questions de la compétence de la Commission.

2. — Ces comités sont convoqués par le Directeur général de l'Organisation, d'accord avec le Président de la Commission, aux lieux et dates qui conviennent au but pour lequel ils ont été créés.

3. — La Commission détermine la composition de ces comités.

4. — Chaque comité élit son Président.

Article VIII.

Règlement intérieur et règlement financier.

Sous réserve des dispositions du présent Acte, la Commission établit, avec l'approbation du Directeur général de l'Organisation, ses propres règlements intérieur et financier en accord avec ceux de l'Organisation.

Article IX.

Observateurs.

1. — Le Gouvernement de tout Etat qui n'est pas Membre de la Commission peut, avec l'approbation de la Commission, se faire représenter à toute session de la Commission ou de ses comités par un observateur qui n'a pas le droit de vote.

2. — Toute autre organisation internationale dont les activités s'exercent dans les domaines connexes peut, avec l'approbation de la Commission, se faire représenter à toute session de la Commission ou de ses comités par un observateur qui n'a pas le droit de vote.

Article X.

Comité exécutif.

1 — La Commission constitue un Comité exécutif composé du président et des viceprésidents de la Commission et des délégués de trois Membres, choisis par la Commission au début de chacune de ses sessions ordinaires. Le Président de la Commission est Président du Comité exécutif.

2. — Les Membres du Comité exécutif restent en fonctions jusqu'à l'ouverture de la prochaine session ordinaire de la Commission. Ils sont rééligibles.

3. — Lorsqu'une vacance se produit au Comité exécutif, le Comité peut demander à un Membre de la Commission de nommer un représentant qui occupera jusqu'à l'expiration du mandat le siège devenu vacant.

4. — Le Comité exécutif se réunit au moins une fois dans l'intervalle de deux sessions ordinaires de la Commission.

5. — Le Secrétaire de la Commission assure les fonctions de Secrétaire du Comité exécutif.

Article XI.

Fonctions du Comité exécutif.

Le Comité exécutif:

1) présente à la Commission des propositions concernant l'orientation générale des activités et le programme de travail;

2) met en œuvre les politiques et les programmes approuvés par la Commission;

3) soumet à la Commission les projets de programme et de budget administratif et les comptes annuels;

4) prépare le rapport annuel sur les activités de la Commission, pour approbation par la Commission et transmission au Directeur général de l'Organisation;

5) se charge de toutes autres fonctions que la Commission lui délègue, notamment celles prévues au paragraphe 1 de l'article V en ce qui concerne les cas d'urgence.

Article XII.

Administration.

1. — Les membres du Secrétariat de la Commission sont nommés par le Directeur général avec l'approbation du Président du Comité exécutif et sont responsables administrativement devant le Directeur général. Leur statut et leurs conditions d'emploi sont les mêmes que ceux du personnel de l'Organisation.

2. — Les dépenses de la Commission sont couvertes par le budget administratif, à l'exception de celles qui sont afférentes au personnel, aux services et aux locaux que l'Organisation peut mettre à sa disposition. Les dépenses à la charge de l'Organisation sont fixées et payées par l'Organisation dans le cadre d'un budget annuel préparé par le Directeur général et approuvé par la Conférence de l'Organisation conformément aux dispositions des Règlements intérieur et financier de l'Organisation.

3. — Les frais afférents à la participation des délégués, de leurs suppléants, experts et conseillers aux sessions de la Commission et de ses comités sont fixés et payés par leurs gouvernements respectifs.

Article XIII.

Finances.

1. — Chaque Membre s'engage à verser une contribution annuelle au budget administratif, conformément à un barème adopté à la majorité des deux tiers des Membres de la Commission. Pendant les cinq premières années qui suivront l'entrée en vigueur du présent Acte, ces contributions seront fixées d'après le barème figurant à l'Annexe I.

Pour les cinq premiers exercices, le budget pour les activités administratives sera établi sur la base d'un montant annuel de 50.000 dollars des Etats-Unis, augmenté des contributions versées par les Membres en vertu des dispositions du paragraphe 2 ci-dessous.

2. — Les contributions dues par les Membres ne figurant pas au barème donné à l'Annexe I sont déterminées par la Commission et calculées suivant les méthodes utilisées pour établir le barème.

3. — Les contributions annuelles prévues aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus sont exigibles avant l'expiration du premier mois de l'exercice financier pour lequel elles sont dues. L'exercice financier de la Commission est celui de l'Organisation.

4. — Des contributions supplémentaires peuvent être acceptées d'un ou plusieurs Membres, d'organisations ou de personnes privées, en vue de financer des mesures d'urgence ou la mise en œuvre de projets spéciaux ou campagnes de lutte que la Commission ou le Comité exécutif peuvent adopter ou recommander en application des dispositions de l'article V.

5. — Toutes les contributions des Membres sont payables dans des monnaies déterminées par la Commission d'accord avec chacun des intéressés.

6. — Toute contribution reçue est versée à un « Fonds de dépôt » géré par le Directeur général de l'Organisation conformément aux dispositions du Règlement financier de l'Organisation.

7. — A la clôture de chaque exercice financier, tout solde non engagé du budget administratif est inscrit à un compte spécial dont les fonds peuvent être utilisés pour les fins mentionnées aux articles IV et V.

Article XIV.
Amendements.

1. — Le présent Acte peut être amendé par une décision prise par la Commission à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, à condition que cette majorité soit supérieure à la moitié du nombre total des Membres. Les amendements n'entrent en vigueur qu'une fois approuvés par le Conseil de l'Organisation et à dater du jour où ce dernier s'est prononcé; tout amendement entraînant pour les Membres de nouvelles obligations ne prend effet pour chacun des Membres que lorsque l'intéressé a fait connaître son accord.

2. — Des propositions d'amendement au présent Acte peuvent être présentées par tout Membre de la Commission dans una communication adressée au Président de la Commission et au Directeur général de l'Organisation. Le Directeur général avise immédiatement tous les Membres de la Commission de toute proposition d'amendement.

3. — Aucune proposition d'amendement au présent Acte ne peut être inscrite à l'ordre du jour d'une session si le Directeur général de l'Organisation n'en a été avisé 120 jours au moins avant l'ouverture de la session.

Article XV.
Adhésion.

1. — Les Etats ne pourront formuler des réserves en adhérant au présent Acte.

2. — L'adhésion au présent Acte s'effectue par le dépôt d'un instrument d'adhésion entre les mains du Directeur général de l'Organisation; elle prend effet en ce qui concerne les Membres de l'Organisation et de l'Office, dès réception dudit instrument par le Directeur général qui en informe aussitôt chacun des Membres de la Commission.

3. — L'adhésion prend effet en ce qui concerne les Etats qui ne sont Membres ni de l'Organisation ni de l'Office, à compter de la date à laquelle le Conseil de l'Organisation approuve la demande d'admission, conformément aux dispositions de l'article premier.

Article XVI.
Retrait.

1. — Tout Membre peut se retirer de la Commission après l'expiration d'un délai d'un an compté à partir de la plus récente des deux dates suivantes: date d'entrée en vigueur du présent Acte ou date à laquelle l'adhésion de ce Membre a pris effet. A cette fin, il notifie par écrit son retrait au Directeur général de l'Organisation qui en informe sans délai tous les Membres de la Commission. Le retrait devient effectif un an après la date de réception de l'avis de retrait.

2. — Tout Membre n'ayant pas acquitté ses contributions afférentes à deux années consécutives sera considéré comme s'étant retiré de la Commission.

3. Tout Membre de la Commission qui, à la suite de son retrait de l'Organisation ou de l'Office, n'est plus Membre d'aucune de ces deux institutions sera considéré comme s'étant retiré simultanément de la Commission.

Article XVII.
Règlement des différends.

1. — En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application du présent Acte, le ou les Membres intéressés peuvent demander au Directeur général de l'Organisation de désigner un Comité chargé d'examiner le différend.

2. — Le Directeur général, après avoir pris l'avis des Membres intéressés, désigne un Comité d'experts comprenant des représentants desdits Membres. Ce Comité examine le différend à la lumière de tous documents et éléments probatoires présentés par les Membres intéressés. Le Comité soumet un rapport au Directeur général de l'Organisation qui le communique aux Membres intéressés et aux autres Membres de la Commission.

3. — Bien que ne reconnaissant pas aux recommandations de ce Comité un caractère obligatoire, les Membres conviennent qu'elles serviront de base à un nouvel examen par les Membres intéressés de la question en litige.

4. — Les Membres intéressés supportent une part égale des frais résultant du recours au Comité d'experts.

Article XVIII.
Liquidation.

1. — Le présent Acte prendra fin à la suite d'une décision de la Commission prise à la majorité des trois quarts du nombre total des Membres de la Commission. Il prendra fin automatiquement dans le cas où le nombre des Membres de la Commission, à la suite de retraits, deviendrait inférieur à six.

2. — Lorsque le présent Acte aura pris fin, le Directeur général de l'Organisation liquidera l'actif de la Commission et, après règlement du passif en distribuera proportionnellement le solde aux Membres, sur la base du barème des contributions en vigueur à la date de la liquidation. Les Etats qui, n'ayant pas acquitté leurs contributions afférentes à deux années consécutives, sont considérés de ce fait comme s'étant retirés de la Commission en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article XVI, n'auront pas droit à une quote-part du solde.

Article XIX.
Entrée en vigueur.

1. — Le présent Acte constitutif entrera en vigueur dès que le Directeur général aura reçu les avis d'acceptation de six Etats Membres de l'Organisation ou de l'Office, sous réserve que la contribution globale desdits Etats représente au moins 30 pour cent du montant du budget administratif fixé au paragraphe 1 de l'article XIII.

2. — Les Etats ayant déposé des instruments d'adhésion seront avisés par le Directeur général de la date à laquelle le présent Acte entrera en vigueur.

3. — Le texte du présent Acte, rédigé dans les langues anglaise, française et espagnole, qui font également foi, a été approuvé par la Conférence de l'Organisation, le onze décembre 1953.

4. — Deux exemplaires du texte du présent Acte seront authentifiés par apposition des signatures du Président de la Conférence et du Directeur général de l'Organisation; un exemplaire sera déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies et l'autre aux archives de l'Organisation. Des copies certifiées conformes par le Directeur général seront adressées à tous les Membres de la Commission avec indication de la date à laquelle le présent Acte constitutif est entré en vigueur.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

BAREME DES CONTRIBUTIONS ANNUELLES

Etabli pour chaque Pays d'après les chiffres du revenu national utilisés pour le calcul du barème des contributions à l'Organisation, la gravité du danger d'infection par la fièvre aphteuse et l'effectif du cheptel à protéger.

PAYS	Effectif du cheptel (en milliers de têtes)	Contribution à la FAO (en dollars E. U).	Contributions au budget de 50.000 dollars		Catégorie	
			a) D'après l'effectif du cheptel	b) D'après la contribution à la FAO	Catégorie	Contribution (en dollars)
Autriche	2.279	19.760	1.294,47	434,72	IV	1.500
Belgique	2.101	92.560	1.193,37	2.036,32	III	2.500
Danemark	3,053	56.160	1.734,10	1.235,52	III	2.500
Finlande	1.847	22.360	1.049,10	491,92	IV	1.500
France	15.722	348.400	8.930,10	7.664,80	I	7.000
Allemagne	11.150	245.960	6.333,20	5.411,12	II	5.000
Grèce	763	14.040	433,38	308,88	IV	1.500
Islande	44	2.600	24,99	57,20	VI	250
Irlande	4.322	20.800	2.454,90	457,60	V	750
Italie	8,150	165.880	4.629,20	3.649,36	II	5.000
Luxembourg	119	3.120	67,59	68,64	VI	250
Pays-Bas	2.723	88.400	1.546,66	1.944,80	III	2.500
Norvège	1.236	34.320	702,05	755,04	V	750
Portugal	610	33.800	346,48	743,60	IV	1.500
Espagne	3.300	71.240	1.879,40	1.567,28	III	2.500
Suède	2.648	109.720	1.504,06	2.413,84	III	2.500
Suisse	1.530	81.120	869,04	1.784,64	III	2.500
Turquie	10.580	34.320	6.009,44	755,04	IV	1.500
Royaume-Uni	10.620	781.560	6.032,16	17.194,32	I	7.000
Yougoslavie	5.236	34,320	3.974,05	755,04	IV	1.500
TOTAL	88.033	2.260.440	50.007,74	49.729,68		50.000

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 15 luglio 1955, n. 769.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Francesco d'Assisi, in frazione Borgo Montenero del comune di San Felice Circeo (Latina).

N. 769. Decreto del Presidente della Repubblica 15 luglio 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Francesco d'Assisi, in frazione Borgo Montenero del comune di San Felice Circeo (Latina).

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 23 agosto 1955
Atti del Governo, registro n. 92, *foglio n.* 103. — CARLOMAGNO

DECRETO MINISTERIALE 30 maggio 1955.

Attivazione del nuovo catasto terreni per i comuni di Brognaturo, Serra San Bruno, Sorianello, Soriano Calabro, Spadola, Vallelonga e Vazzano, appartenenti alla circoscrizione distrettuale delle imposte dirette di Serra San Bruno, in provincia di Catanzaro.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il testo unico delle leggi sul nuovo catasto terreni, approvato con regio decreto 8 ottobre 1931, n. 1572, e successive modificazioni;

Visto il regolamento per la sua esecuzione, approvato con regio decreto 12 ottobre 1933, n. 1539;

Visto l'art. 141 del regolamento per la conservazione del nuovo catasto terreni, approvato con regio decreto 8 dicembre 1938, n. 2153;

Ritenuta l'opportunità di iniziare la conservazione del nuovo catasto terreni per i comuni di Brognaturo, Serra San Bruno, Sorianello, Soriano Calabro, Spadola, Vallelonga e Vazzano, appartenenti alla circoscrizione distrettuale delle imposte dirette di Serra San Bruno, in provincia di Catanzaro;

Decreta:

La conservazione del nuovo catasto terreni, formato a norma del testo unico approvato con regio decreto 8 ottobre 1931, n. 1572, avrà inizio dal giorno 1° ottobre 1955 per i comuni di Brognaturo, Serra San Bruno, Sorianello, Soriano Calabro, Spadola, Vallelonga e Vazzano, appartenenti alla circoscrizione distrettuale delle imposte dirette di Serra San Bruno, in provincia di Catanzaro.

Da tale data cessano le operazioni intese a mantenere al corrente il catasto preesistente.

Il direttore generale del Catasto e dei servizi tecnici erariali e quello delle Imposte dirette sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto, che sarà registrato alla Corte dei conti ed inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 maggio 1955

Il Ministro: TREMELLONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 giugno 1955
Registro n. 12 *Finanze, foglio n.* 173. — BENNATI

(4454)

DECRETO MINISTERIALE 4 agosto 1955.

Determinazione di retribuzioni medie per il personale dipendente dalle aziende alberghiere di Torino ai fini del calcolo dei contributi di previdenza e di assistenza sociale.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 5 della legge 6 agosto 1940, n. 1278, sulla determinazione di salari medi per particolari categorie di lavoratori, ai fini del calcolo dei contributi dovuti per gli assegni familiari;

Visto l'art. 5 del decreto luogotenenziale 1° agosto 1945, n. 692, sulla determinazione degli elementi della retribuzione da considerare ai fini del calcolo dei contributi per gli assegni familiari;

Visti l'art. 6, ultimo comma, del regio decreto-legge 14 aprile 1939, n. 636, sostituito dall'art. 2 della legge 4 aprile 1952, n. 218, e gli articoli 17, primo comma, e 21, terzo comma, della legge 4 aprile 1952, n. 218, relativi alla determinazione dei contributi dovuti per le assicurazioni invalidità, vecchiaia e superstiti, tubercolosi e disoccupazione involontaria;

Visto l'art. 1, primo comma, del decreto legislativo luogotenenziale 19 aprile 1946, n. 238, modificato dall'art. 8 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 25 gennaio 1947, n. 14, sulla estensione delle disposizioni di cui agli articoli 1, 3, 4 e 5 del decreto luogotenenziale 1° agosto 1945, n. 692, ai fini del calcolo dei premi e dei contributi dovuti all'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro;

Visto l'art. 1, secondo comma, della legge 19 febbraio 1951, n. 74, che prevede l'applicazione delle disposizioni del decreto luogotenenziale 1° agosto 1945, n. 692, per il calcolo dei contributi dovuti all'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie;

Visti gli articoli 30, 32 e 33, terzo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 22 giugno 1949, n. 340, concernente la determinazione del contributo dovuto alla Gestione I.N.A.-Casa;

Sentito il Comitato speciale per gli assegni familiari;

Sentite le organizzazioni sindacali interessate;

Decreta:

Art. 1.

Le retribuzioni medie, da valere agli effetti della commisurazione dei contributi dovuti all'Istituto nazionale della previdenza sociale, all'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro, all'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie e alla Gestione I.N.A.-Casa, per il personale dipendente dalle aziende alberghiere di Torino, sono determinate nelle misure di cui all'allegata tabella.

Art. 2.

Per il personale dipendente dagli alberghi della provincia di Torino, a carattere annuale o stagionale e dalle piccole aziende a paga fissa, le retribuzioni medie sono determinate nelle seguenti misure:

1. *Per gli alberghi della Provincia a carattere annuale*:

10 % di riduzione delle retribuzioni medie di cui alla tabella allegata;

2. *Per gli alberghi della Provincia a carattere stagionale*:

a) 15 % di aumento delle retribuzioni medie di cui alla tabella allegata, se la durata della stagione o dell'impiego non supera due mesi;

b) 10 % di aumento delle retribuzioni medie di cui alla tabella allegata, se la durata della stagione o dell'impiego è superiore ai due mesi;

3. *Per le piccole aziende a paga fissa*:

vale la paga fissa stabilita dal contratto integrativo provinciale, maggiorata della quota di vitto e alloggio determinata sulla base dei valori stabiliti a norma dell'art. 3 del decreto luogotenenziale 1° agosto 1945, n. 692.

Art. 3.

Il presente decreto ha applicazione a decorrere dal primo periodo di paga successivo alla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 agosto 1955

p. *Il Ministro*: SEDATI

Tabella delle retribuzioni medie mensili per il personale dipendente dalle aziende alberghiere di Torino e provincia (comprensive dei valori di vitto e alloggio valutati complessivamente in lire 6500 mensili).

CATEGORIE PERSONALE	CATEGORIE ALBERGHI				
	Lusso	1ª cat.	2ª cat.	3ª e 4ª	Locande
Personale di 1ª categoria					
Uomini	38.000	36.500	36.000	—	—
Donne	30.100	27.800	26.700	—	—
Personale di 2ª categoria					
Uomini oltre 20 anni	32.400	30.000	30.000	27.800	26.100
Uomini da oltre 18 a 20 anni	29.500	27.300	26.200	25.600	23.300
Donne oltre 20 anni	26.700	25.000	25.000	22.800	21.100
Donne da 18 a 20 anni	21.100	20.000	18.900	18.300	17.200
Personale di 3ª categoria					
Uomini oltre 20 anni	30.100	28.000	28.000	26.200	23.900
Uomini da 18 a 20 anni	27.300	25.600	24.500	23.900	21.700
Uomini da 16 a 18 anni	20.500	19.400	18.900	18.300	16.600
Uomini inferiori a 16 anni	13.200	12.700	12.100	12.100	11.600
Donne oltre 20 anni	24.500	22.800	22.800	21.100	20.000
Donne da 18 a 20 anni	19.400	18.300	17.700	17.200	16.000
Donne da 16 a 18 anni	17.200	16.000	15.500	14.900	13.400

Note:

1. — La presente tabella si riferisce alle retribuzioni medie dei 12 mesi dell'anno.

Per quanto riguarda la gratifica natalizia e tredicesima mensilità, i rispettivi contributi saranno versati:

a) all'I.N.P.S., sull'effettivo ammontare della gratifica, dopo la corresponsione della medesima;

b) all'I.N.A.I.L. e all'I.N.A.M., sulla base dell'8% della retribuzione media mensile per ciascuno dei 12 mesi dell'anno, risultante per le singole categorie di alberghi e pensioni.

2. — Per le prime tre categorie di alberghi indicate in tabella si chiarisce che, in caso di modifica dei valori di vitto e alloggio stabilite dal decreto Ministeriale 26 giugno 1950, le rispettive retribuzioni medie dovranno essere automaticamente modificate in conformità.

Visto: p. *Il Ministro*: SEDATI

(4301)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Carbonia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954

Con decreto interministeriale in data 16 marzo 1955, registrato alla Corte dei conti il 20 luglio 1955, registro n. 16 Interno, foglio n. 223, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Carbonia (Cagliari) di un mutuo di L. 138.000.000 ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(4511)

Avviso di rettifica

A rettifica della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* n. 172 del 28 luglio 1955, pag. 2690, si chiarisce che il mutuo di L. 3.900.000 autorizzato in favore del comune di Drenchia (Udine), si riferisce al bilancio 1954 anzichè a quello 1953.

(4512)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Determinazione delle indennità dovute per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

AVVISI

(Ente per lo sviluppo della irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania Sezione speciale per la riforma fondiaria).

Con decreto del Presidente della Repubblica 21 giugno 1955, registrato alla Corte dei conti in data 4 agosto 1955 (registro n. 13, foglio n. 396 Agricoltura), è stata determinata in lire 3.840.154 (lire tremilioniottocentoquarantamilacentocinquantaquattro), l'indennità dovuta per i terreni ricadenti in agro del comune di Cerignola (provincia di Foggia), della superficie di ettari 48.64.69, espropriati nei confronti della ditta MAURO Flavio fu Raffaele e trasferiti in proprietà all'Ente per lo sviluppo della irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania Sezione speciale per la riforma fondiaria in forza del decreto Presidenziale 3 ottobre 1952, n. 1727, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 278 del 1° dicembre 1952 (supplemento ordinario).

A seguito dell'ordinanza prevista dall'art. 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e dall'art. 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, ed emessa sulla base del presente Avviso, una quota della predetta indennità verrà corrisposta in contanti e la differenza in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

Con decreto del Presidente della Repubblica 21 giugno 1955, registrato alla Corte dei conti in data 6 agosto 1955 (registro n. 14, foglio n. 60 Agricoltura), è stata determinata in lire 9.724.330,15 (lire novemilionisettecentoventiquattromilatrecentotrenta e centesimi 15) l'indennità dovuta per i terreni ricadenti in agro del comune di Castellaneta (provincia di Taranto), della superficie di ettari 118.24.49, espropriati nei confronti della ditta SARAPO Vincenzo fu Andrea e trasferiti in proprietà all'Ente per lo sviluppo della irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania Sezione speciale per la riforma fondiaria in forza del decreto Presidenziale 6 settembre 1952, n. 1496, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 269 del 20 novembre 1952 (supplemento ord.nario).

A seguito dell'ordinanza prevista dall'art. 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e dall'art. 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, ed emessa sulla base del presente Avviso, una quota della predetta indennità verrà corrisposta in contanti e la differenza in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

Opera Nazionale per i Combattenti Sezione speciale per la riforma fondiaria

Con decreto del Presidente della Repubblica 21 giugno 1955, registrato alla Corte dei conti in data 4 agosto 1955 (registro n. 13, foglio n. 397 Agricoltura), è stata determinata in lire 5.927.549 (cinquemilioninovecentoventisettemilacinquecentoquarantanove) l'indennità dovuta per i terreni ricadenti in agro del comune di Battipaglia (provincia di Salerno), della superficie di ettari 30.73.29, espropriati nei confronti della ditta SCARAMELLA Matteo fu Domenico e trasferiti in proprietà dell'Opera Nazionale per i Combattenti Sezione speciale per la riforma fondiaria, in forza del decreto Presidenziale 28 dicembre 1952, n. 4222, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 19 del 24 gennaio 1953 (supplemento ordinario n. 4).

A seguito dell'ordinanza prevista dall'art. 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e dall'art. 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, ed emessa sulla base del presente Avviso, una quota della predetta indennità verrà corrisposta in contanti e la differenza in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

Opera per la valorizzazione della Sila

Con decreto del Presidente della Repubblica 21 giugno 1955, registrato alla Corte dei conti in data 4 agosto 1955 (registro n. 13, foglio n. 398 Agricoltura), è stata determinata in lire 32.936.749 (lire trentaduemilioninovecentotrentaseimilasettecentoquarantanove) l'indennità dovuta per i terreni ricadenti in agro del comune di Crotone (provincia di Catanzaro), della superficie di ettari 411.44.54, espropriati nei confronti della ditta MOTTOLA Francesco Saverio fu Antonio, e trasferiti in proprietà all'Opera per la valorizzazione della Sila in forza del decreto Presidenziale 12 agosto 1951, n. 852, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 211 del 14 settembre 1951 (supplemento ordinario n. 1).

A seguito dell'ordinanza prevista dall'art. 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e dall'art. 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, ed emessa sulla base del presente Avviso, una quota della predetta indennità verrà corrisposta in contanti e la differenza in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

(4513)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Avviso di rettifica

Nel decreto Ministeriale, concernente la protezione temporanea delle invenzioni industriali, dei modelli e marchi esposti nella VIII Presentazione nazionale della moda delle calzature che avrà luogo a Bologna dal 31 agosto al 6 settembre 1955, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 187 del 16 agosto 1955, la data del decreto medesimo erroneamente indicata, per inesattezza incorsa nella stesura della copia dell'atto, in «5 luglio 1955» deve intendersi rettificata in «25 luglio 1955», così come risulta dal decreto originale.

(4523)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 195

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 27 agosto 1955

1 dollaro USA	624,795
1 dollaro Can.	633,625
1 Fr. Sv. lib.	145,775
1 Kr. Dan.	89,855
1 Kr. Norv.	86,95
1 Kr. Sv.	120,84
1 Fol.	164,19
1 Fr. bel.	12,51
100 Fr. Fr	178,615
1 Fr. Sv. acc.	142,935
1 Lst.	1736,975
1 Marco ger.	149,725

Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto . . . . Lit. 1794,55 per una lira egiziana

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione di titoli di rendita nominativa

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 3.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito 1	Numero d'iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Rendita 5 % (1935)	241845	135 —	Mangione *Liliana* fu Giovanni, minore sotto la patria potestà della madre Di Noto Lucia di Giuseppe, dom. a Vittoria.	Mangione *Emma Liliana* fu Giovanni, ecc., come contro.
Id.	227612	16.100 —	Selvaggio Antonio fu Antonio, minore sotto la patria potestà della madre Faloppa Rosa fu *Tiziano* con usufrutto a questa ultima.	Selvaggio Antonio fu Antonio, minore sotto la patria potestà della madre Faloppa Rosa fu *Mario*, con usufrutto a questa ultima.
Id.	245682	70 —	Come sopra.	Come sopra.
P. R. 3,50 % (1934)	532229	4.305 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	539300	8.610 —	Come sopra, senza usufrutto.	Come sopra, senza usufrutto.
Rendita 5 % (1935)	227613	32.160 —	Come sopra.	Come sopra.
P. R. 5 % (1936)	13046	160 —	Come sopra.	Come sopra.
Rendita 5 % (1935)	196524	100 —	Perfetto *Saverio* fu Giovanni, dom. in Pescolamazza (Benevento).	Perfetto *Saveria* fu Giovanni.
Id.	194102	2.000 —	Ospedale civile Vittorio Leonardi di Chiavari (Genova), con usufrutto a favore di Dell'Orso *Assunta* fu Giuseppe Andrea vedova Bianchi.	Come contro, con usufrutto a favore di Dell'Orso *Maria-Teresa-Francisca Asunta* di Giuseppe Andrea ved. Bianchi.
Cons. 3,50 % (1906) Rendita mista	1065	3,50	*Lombardi* Giovanni di Domenico, dom. in Alfano (Salerno).	*Lombardo* Giovanni di Domenico, dom. in Alfano (Salerno).
Id.	2043	7 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	2527	700 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	2626	17,50	Come sopra.	Come sopra.
Id.	4177	140 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	6002	70 —	Come sopra.	Come sopra.
P. Ric. R. 3,50 % Serie 2ª	956	350 —	Gaudio *Antonella* fu Giuseppe, minore sotto la patria potestà della madre Magliari Rita fu Francesco ved. Gaudio, dom. in Cosenza.	Gaudio *Antonietta*, ecc. come contro.
Id. Serie 45ª	957	5.250 —	Come sopra.	Come sopra.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale del Debito pubblico approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 28 luglio 1955

Il direttore generale: DI CRISTINA

(4127)

MINISTERO DEL TESORO

Prospetto del corso medio dei titoli che possono essere accettati per cauzione dagli agenti della riscossione

1° *semestre* 1955 *valevole pel* 2° *semestre* 1955

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE DEI TITOLI	Con cedola	Senza cedola	DETRATTO IL DECIMO	
				Con cedola	Senza cedola
	Titoli di Stato				
1	Rendita 3,50 % (1906)	64,80	63,05	58,50	56,75
2	» 3,50 % (1902)	62,60	60,85	56,52	54,77
3	» 5 % (1935)	94,50	92 —	85,30	82,80
4	Redimibile 3,50 % (1934)	82 —	80,25	73,98	72,23
5	» 3.50 % (Ricostruzione)	72,30	70,55	65,25	63,50
6	» 5 % »	92,25	89,75	83,28	80,78
7	» 5 % (1936)	92,20	89,70	83,23	80,73
7bis	Prestito Redimibile Trieste 5 %	86,40	—	—	—
8	Obbligazioni Strade Ferrate Meridionali 3 %.	100 —	98,50	90,15	88,65
8bis	Redimibile Riforma Fondiaria 5 %	87,80	—	—	—
9	Buoni del Tesoro Novennali 5 % scadenza 1° aprile 1959	99,85	97,35	90,12	87,62
10	» » » 5 % » 1° aprile 1960	99,75	97,25	90,03	87,53
11	» » » » 5 % » 1° gennaio 1961	99,55	97,05	89,85	87,35
12	» » » » 5 % » 1° gennaio 1962	99,50	97 —	89,80	87,30
13	» » » » 5 % » 1° gennaio 1963	99,50	97 —	89,80	87,30
13bis	» » » » 5 % » 1° aprile 1964	98 —	95,50	88,45	85,95
	Titoli garantiti dallo Stato				
14	Obbligazioni Ferrovie Sarde 3 %	51 —	49,50	46,05	44,55
15	Cartelle Credito Comunale o Provinciale 4 %	77 —	75 —	69,50	67,50
16	» speciali Credito Comunale e Provinciale 3.75 %	76,87	75 —	69,37	67,50
17	» ordinarie Credito Comunale e Provinciale 3.75 %	86,87	85 —	78,37	76,50
18	Prestito Unificato Città di Napoli 5 %	63,10	60,60	57,04	54,54
19	Consorzio Credito per le Opere Pubbliche 5 %	83,70	81,20	75,53	73,03
20	Consorzio Credito OO. PP. 5,50 % (Ricostruzione Edilizia)	90,25	87,50	81,50	78,75
21	» » » » 6 %	98,10	95,10	88,59	85,59
22	» » » » - Serie Elettriche Ferrovie dello Stato 4 ½ %	91,55	89,30	82,62	80,37
23	» » » » - Serie Città di Genova 5 %	83,20	80,70	75,13	72,63
24	» » » » » » » Roma 5 %	83,50	81 —	75,40	72,90
25	» » » » - » » » Milano 5 %	99,50	97 —	89,80	87,30
26	» » » » - » » » Milano 5 % (2ª emissione).	97,50	95 —	88 —	85,50
27	I. R. I. Mare 4,50 %	101,85	99,60	91,89	89,64
28	Consorzio Credito OO. PP. - Serie Città di Roma 5 % (2ª emissione)	82,50	80 —	74,50	72 —
29	» » » » - FF. SS. (serie speciali 52) 5,50 %	92,75	90 —	83,75	81 —
30	» » » » - » » (serie speciali 53) 5,50 %	92,85	90,10	83,84	81,09
31	» » » » - Serie trentennale 6 %	95,60	92,60	86,34	83,34
32	» » » » - Serie speciale quinquennale 6 %	101 —	98 —	91,20	88,20
33	I. R. I. Mare 5 % (Emissione 1949)	98,90	96,40	89,26	86,76
34	I. R. I. Mare 4,50 % (optate	101,25	99 —	91,35	89,10
35	I. R. I. Ferro 4,50 %	202,25	200,50	182,20	180,45
36	I. R. I. Mare 5 % (optate)	97,50	95 —	88 —	85,50
37	I. R. I. Ferro 4,50 % (optate)	142,25	140 —	128,25	126 —
38	I. R. I. Ferro 4,50 % (Emissione 1948)	126,25	124 —	113,85	111,60
39	I. R. I. Ferro (optate - Emissione 1948)	113,25	111 —	102,15	99,90
40	I. R. I. Meccanica 5,50 %	96,90	94,15	87,49	84,74

Segue: **Prospetto del corso medio dei titoli che possono essere accettati per cauzione dagli agenti della riscossione**

1º *semestre* 1955 *valevole pel* 2º *semestre* 1955

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE DEI TITOLI	Con cedola	Senza cedola	Detratto il decimo	
				Con cedola	Senza cedola
41	I. R. I. Elettrica (serie speciale) 6 %	101,70	98,70	91,83	88,33
42	I. R. I. Elettrica (serie speciale) 6 % optate	97,60	94,60	88,14	85,14
43	Obbligazioni Società Nazionale Cogne 6 %	99 —	96 —	89,40	86,40
44	» » » » 6.50 %	106,25	103 —	95,95	92,70
45	I. R. I. Meccanica (optate)	93,95	91,20	84,83	82,08
46	I. R. I. Sider (emissione 1953) 5,50 %	88,75	86 —	80,15	77,40
47	I. R. I. - 1952-67 - 5,50 %	92,75	90 —	83,75	81 —
48	I. R. I. - 1954-69 - 6 %	96 —	93 —	86,70	83,70
49	Azioni A. N. I. C.	1.436 —	1.434 —	1.292,60	1.290,60
	Obbligazioni fondiarie e equiparate				
50	Istituto Italiano Credito Fondiario Roma 5 %	88,90	86,40	80,26	77,76
51	» » » » » 4 %	79 —	77 —	71,30	69,30
52	» » » » » Conversione 4 %	101,50	99,50	91,55	89,55
53	» » » » » 3,50 %	80,75	79 —	72,85	71,10
54	» » » » » 4,75 %	81,17	78,80	73,29	70,92
55	» » » » » 4,50 %	77,55	75,30	70,02	67,77
56	Istituto di Credito Fondiario Venezie 3.75 %	98.97	97,10	89,26	87,39
57	» » » 4 %	85,50	83,50	77,15	75,15
58	» » » » Conversione 4 %	90,20	88,20	81,38	79,38
59	» » » » 5 %	90,50	88 —	81,70	79,20
60	Istituto di Credito Fondiario Regione Tridentina 5 %	85 —	82,50	76,75	74,25
61	» 4 %	79 —	77 —	71,30	69,30
62	» » Conversione 4 %	82 —	80 —	74 —	72 —
63	Istituto di Credito Fondiario Friuli Orientale Gorizia 4 %	82 —	80 —	74 —	72 —
64	» » Conversione 4 %	84 —	82 —	75,80	73,80
65	» » 5 %	90,50	88 —	81,70	79,20
66	Opere Pubbliche Fondiarie Venezie 6 % - ordinarie II	97 —	94 —	87,60	84,60
67	» » » » 6 % - » III	97 —	94 —	87,60	84,60
68	» » » » 6 % - » II Serie speciale	101 —	98 —	91,20	88,20
69	» » » » 6 % - » III » »	101 —	98 —	91,20	88,20
70	» » » » 6 % - » V » »	101 —	98 —	91,20	88,20
71	» » » » 6 % - » VI » »	100 —	97 —	90,30	87,30
72	» » » » 6 % - » VII » »	100 —	97 —	90,30	87,30
73	» » » » 6 % - » VIII	99 —	96 —	89,40	86,40
74	» » » » 6 % - » IX Serie speciale	99 —	96 —	89,40	86,40
75	Credito Fondiario Sardo Roma 4 %	86 —	84 —	77,60	75,60
76	» » » » Conversione 4 %	94 —	92 —	84,80	82,80
77	» » » » 5 %	97 —	94,50	87,55	85,05
78	Credito Fondiario Banco Sicilia 5 %	87 —	84,50	78,55	76,05
79	» » » » 4 %	90 —	88 —	81,20	79,20
80	» » » » Conversione 4 %	87 —	85 —	78,50	76,50
81	» » » » 3,75 %	96,87	95 —	87,37	85,50
82	Credito Industriale Banco di Sicilia 5 %	100,30	97,80	90,52	88,02
83	Credito Fondiario Banco di Napoli 5 %	88,10	85,60	79,54	77,04
84	» » » » » 4 %	86,10	84,10	77,69	75,69
85	» » » » » Conversione 4 %	92 —	90 —	83 —	81 —
86	Banco di Napoli - Credito Industriale 5 % - 1ª Emissione	94,40	91,90	85,21	82,71

Segue: **Prospetto del corso medio dei titoli che possono essere accettati per cauzione dagli agenti della riscossione**

1° *semestre* 1955 *valevole pel* 2° *semestre* 1955

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE DEI TITOLI	Con cedola	Senza cedola	DETRATTO IL DECIMO	
				Con cedola	Senza cedola
87	Banco di Napoli - Credito Industriale 5 % - 2ª Emissione	94,20	91,70	85,03	82,53
88	» » - » » 5 % - 3ª Emissione	92,20	89,70	83,23	80,73
89	Casse di Risparmio di Milano 4 %	86,20	84,20	77,78	75,78
90	» » » Conversione 4 %	102 —	100 —	92 —	90 —
91	» » » 3,50 %	83,75	82 —	75,55	73,80
92	» » » 5 %	95,50	93 —	86,20	83,70
93	Casse di Risparmio di Bologna 5 %.	89,50	87 —	80,80	78,30
94	» » » 4 %.	90 —	88 —	81,20	79,20
95	» » » Conversione 4 %.	93 —	91 —	83,90	81,90
96	» » » 3,50 %.	87,75	86 —	79,15	77,40
97	Cassa di Risparmio di Verona 3,75 %.	89,57	87,70	80,80	78,93
98	Monte dei Paschi Siena 5 %.	90,50	88 —	81,70	79,20
99	» » » 4 %.	86 —	84 —	77,60	75,60
100	» » » Conversione 4 %.	100 —	98 —	90,20	88,20
101	» » » 3,50 %.	84,45	82,70	77,18	74,43
102	Opere Pie S. Paolo Torino Conversione 4 %.	96,25	94,25	86,83	84,83
103	» » » » 5 %	93,50	91 —	84,40	81,90
104	» » » » 3,50 %	86,45	84,70	77,98	76,23
105	Istituto Credito Imprese Pubblica Utilità 6 %.	96,25	93,25	86,93	83,93
106	» » » » » I. P. U. Serie spec. Tel. 6 %	102 —	99 —	92,10	89,10
107	» » » » » 5,50 %.	90,25	88,20	82,13	79,38
108	» » » » » 5,50 % (Edison)	93,85	91,10	84,74	81,99
109	» » » » » 6 % (Ventennale)	95,75	92,75	86,48	83,48
110	» » » » » 6 % (Edison)	101,40	98,40	91,56	88,56
111	Istituto Nazionale Credito Edilizio 3½ %.	81,25	79,50	73,30	71,55
112	» » » » 5 %.	79,80	77,30	72,07	69,57
113	» » » » 4,75 %.	91,37	89 —	82,47	80,10
114	Consorzio Mutui Danneggiati Terremoto 4 %	85 —	83 —	76,70	74,70
115	» » » » Conversione 4 %	88 —	86 —	79,40	77,40
116	Consorzio Nazionale Credito Agrario Miglioramento 4 %.	84 —	82 —	75,80	73,80
117	» » » » » Conversione 4 %	79 —	77 —	71,30	69,30
118	» » » » » 5 %.	84,10	81,60	75,94	73,44
119	Istituto Mobiliare Italiano 5,50 % (Credito Navale)	95,55	92,80	86,27	83,52
120	» » » 5 % (IX emissione)	95,20	92,70	85,93	83,43
121	» » » 5,50 % (XI emissione)	96,95	94,20	87,53	84,78
122	» » » 6 % (XII emissione)	96,50	93,00	87,15	84,15
123	» » » XIV emissione 6 %.	96,50	93,50	87,15	84,15
124	» » » XV » 6 % 1° gruppo.	96,65	93,65	87,29	84,29
125	» » » XV » 6 % 2° »	96,65	93,65	87,29	84,29
126	» » » XV » 6 % 3° »	96,55	93,55	87,20	84,20
127	» » » XVI » 6 %.	97,45	94,45	88,01	85,01
128	» » » XVIII » 6 %.	95,50	92,50	86,25	83,25
129	Credito Fondiario Banca Nazionale del Lavoro 4 %	87 —	85 —	78,50	76,50
130	» » » » » 4 % Conversione. .	87 —	85 —	78,50	76,50
131	» » » » » 5 %	87,50	85 —	79 —	76,50

(4281)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Concorso a quattro posti di volontario vice conservatore aggiunto (gruppo A) nel ruolo del personale degli Archivi notarili riservato agli assistenti universitari ai sensi del regio decreto 8 aprile 1939, n. 2241, dichiarato deserto per mancanza di candidati.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visti i regi decreti 31 dicembre 1923, n. 3138, 23 ottobre 1924, n. 1737, 27 ottobre 1937, n. 1876 e 10 ottobre 1941, n. 1273, sull'ordinamento degli Archivi notarili;
Vista la legge 17 maggio 1952, n. 629, sul riordinamento degli Archivi notarili;
Visto il decreto Ministeriale 15 marzo 1955, registrato alla Corte dei conti il 22 aprile successivo col quale vennero riservati quattro posti nel grado iniziale del gruppo *A* dell'Amministrazione degli archivi notarili per essere conferiti mediante esame-colloquio agli assistenti universitari ai sensi del regio decreto 8 aprile 1939, n. 2241;
Vista la comunicazione del Ministero della pubblica istruzione pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 88 del 16 aprile 1955;
Considerato che nessuno degli aventi diritto ha nel prefisso termine del 15 giugno 1955, presentato domanda di ammissione all'anzidetto concorso;
Che conseguentemente esso deve dichiararsi deserto, conferendosi i relativi quattro posti agli idonei graduati immediatamente dopo i vincitori dei sedici posti di volontario vice conservatore aggiunto, messi a pubblico concorso con il decreto Ministeriale 30 marzo 1955, registrato alla Corte dei conti il 22 aprile 1955 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 102 del 4 maggio 1955;

Decreta:

E' dichiarato deserto per mancanza di candidati il concorso a quattro posti di volontario vice conservatore aggiunto (gruppo *A*) nel ruolo del personale dell'Amministrazione degli archivi notarili pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 88 del 16 aprile 1955, e riservato come in premessa agli assistenti universitari, restando i posti stessi disponibili per essere attribuiti agli idonei graduati immediatamente dopo i vincitori del concorso a sedici posti di volontario vice conservatore aggiunto (gruppo *A*) indetto con decreto Ministeriale 30 marzo 1955, registrato alla Corte dei conti il 22 aprile 1955 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 102 del 4 maggio 1955.

Roma, addì 26 luglio 1955

p. *Il Ministro*: SCÀLFARO

Registrato alla Corte dei conti, addì 9 agosto 1955
Registro n. 23, *foglio n.* 24. — BENVENUTO

(4516)

MINISTERO DEL COMMERCIO CON L'ESTERO

Proroga del termine per la presentazione delle domande di ammissione al concorso, per titoli e per esami, per il conferimento di sette borse di pratica commerciale all'estero, bandito con decreto Ministeriale 14 maggio 1955.

IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Vista la legge 24 luglio 1942, n. 1023, relativa alla costituzione di un fondo autonomo per l'assegnazione di borse di pratica commerciale all'estero;
Vista la legge 28 luglio 1950, n. 595, che modifica la precedente;
Visto il decreto Presidenziale 28 gennaio 1953, n. 626, contenente norme di esecuzione alla legge 24 luglio 1942, n. 1023, ed alla legge 28 luglio 1950, n. 595;
Visto il decreto Ministeriale 14 maggio 1955, col quale è stato bandito un pubblico concorso per titoli ed esami per l'assegnazione di sette borse di pratica commerciale all'estero;
Riconosciuta l'opportunità di prorogare il termine per la presentazione della domanda di ammissione al concorso di cui all'art. 2 del bando pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 120 del 20 maggio 1955;

Decreta:

Articolo unico.

Il termine utile per presentare la domanda di ammissione al pubblico concorso per titoli ed esami per il conferimento di sette borse di pratica commerciale all'estero per l'Australia, Brasile, Congo Belga, Filippine, India, Pakistan e Sud Africa, di cui al decreto Ministeriale 14 maggio 1955, è prorogato al 24 ottobre 1955 compreso.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 agosto 1955

Il Ministro: MATTARELLA

(4517)

PREFETTURA DI CASERTA

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Caserta

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CASERTA

Visto il decreto n. 13741 del 7 marzo 1955, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito del concorso per titoli ed esami ai posti vacanti di veterinario condotto in Comuni e Consorzi di comuni della Provincia, di cui al bando dell'11 marzo 1954, n. 11722;
Visto il decreto in data 7 marzo 1955, n. 13742, con il quale si è provveduto alla assegnazione delle sedi;
Visto i successivi decreti n. 32323 e n. 37025, rispettivamente in data 7 giugno e 4 luglio 1955, con i quali sono state apportate varianti alla assegnazione stessa;
Considerato che il dott. Pezzella Raffaele ha rinunziato alle condotte consorziali di Roccamonfina e Pietramelara avute assegnate nell'ordine con i sopraindicati decreti n. 32323 e n. 37025;
Considerato che i dottori Renzo Felice, Brongo Eugenio e Mozzi Ferdinando con preventiva dichiarazione hanno accettato le sedi che risultano loro assegnate dalla ulteriore variante che risulterà dal presente decreto;
Ritenuto, pertanto, la necessità di far luogo alla designazione di altri vincitori del concorso per le sedi sopraindicate e per quelle che rimarranno vacanti per effetto della nuova assegnazione;
Visti gli articoli 26, 55 e 56 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Renzo Felice è dichiarato vincitore del concorso per la condotta veterinaria consorziale di Pietramelara, Baia e Latina, Riardo, Roccaromana.
Il dott. Brongo Eugenio è dichiarato vincitore del concorso per la condotta veterinaria consorziale di Roccamonfina, Conca della Campania, Marzano Appio, Tora e Piccilli.
Il dott. Mozzi Ferdinando è dichiarato vincitore del concorso per la condotta veterinaria consorziale di Vitulazio, Bellona, Camigliano.
Il dott. Tescione Domenico è dichiarato vincitore del concorso per la condotta veterinaria consorziale di Grazzanise, Santa Maria la Fossa.
Il dott. Lombardi Bartolomeo è dichiarato vincitore del concorso per la condotta veterinaria consorziale di San Gregorio, Castello d'Alife.
Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e dei Comuni interessati.

Caserta, addì 20 luglio 1955

Il prefetto: FESTA

(4491)

PREFETTURA DI COSENZA

Graduatoria generale del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Cosenza

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Visti i propri precedenti decreti nn. 1603 e 7643 rispettivamente del 20 gennaio 1953 e 5 marzo 1953, con i quali veniva bandito pubblico concorso per titoli e per esame a otto posti di ufficiale sanitario vacanti in provincia di Cosenza al 30 novembre 1952;

Visti i propri decreti numeri 21088 e 24116 rispettivamente del 6 giugno 1955 e 6 luglio 1955, con i quali venne stabilita l'ammissione agli esami dei concorrenti risultati in possesso dei requisiti necessari documentati a norma di legge;

Visti gli atti, gli elaborati del concorso e la graduatoria dei concorrenti idonei formulata dalla Commissione giudicatrice nominata con decreto dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica del 24 ottobre 1953 e successivamente modificata per la sostituzione del segretario di quella, del presidente e per la sostituzione di due componenti con successivi decreti dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica del 15 gennaio 1954, del 23 novembre 1954 e del 22 aprile 1955, pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* del 25 maggio 1955, n. 115;

Ritenuta la legittimità degli atti, ed il regolare espletamento del concorso;

Visto l'art. 13 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei nel concorso di cui in narrativa.

1. De Santo dott. Rocco	punti	125,900
2. Scapaticci dott. Claudio	»	120,400
3. Ordine dott. Aldo	»	110,436
4. Zuccaro dott. Vincenzo	»	107,500
5. Prastaro dott. Antonio	»	105,036
6. Rubino dott. Giuseppe	»	105,003

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio degli annunzi legali della Provincia e per otto giorni consecutivi nell'albo pretorio della Prefettura ed in quello dei Comuni interessati.

Cosenza, addì 29 luglio 1955

Il prefetto: ADAMI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Visti i propri precedenti decreti nn. 1603 e 7943 rispettivamente del 20 gennaio 1953, e del 5 marzo 1953, con i quali venne indetto pubblico concorso per titoli e per esami per otto posti di ufficiale sanitario vacanti in provincia di Cosenza al 30 novembre 1952;

Visto il decreto prefettizio n. 37345 Div. 3-M del 29 luglio 1955, col quale venne approvata la graduatoria formulata dalla Commissione giudicatrice del concorso medesimo da cui risulta che il dott. De Santo Rocco di Gaetano è stato giudicato idoneo con punti 125,900;

Visto che il predetto sanitario, nella domanda di ammissione al concorso ha indicato il comune di Amantea per 1ª sede come nell'ordine delle sue preferenze;

Considerato che il medesimo, avendo ottemperato alle condizioni richieste dal bando o dimostrato, attraverso la prova d'esame superato, il possesso dell'idoneità a ricoprire il posto richiesto;

Constatata la regolarità degli atti e della procedura seguita;

Visto gli articoli 34 e 37 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato con la legge 1° maggio 1941, n. 422 e con la legge 7 novembre 1942, n. 1528, nonchè gli articoli 24 e 25 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935;

Decreta:

Il dott. De Santo Rocco di Gaetano è nominato ufficiale sanitario del comune di Amantea in via d'esperimento per un biennio, col trattamento economico relativo al posto determinato dalla G. P. A. per i sanitari della Provincia con deliberazione del 19 luglio 1955.

Il predetto sanitario dovrà assumere servizio nel termine perentorio di giorni quindici dalla notificazione del presente decreto, con avvertenza che sarà dichiarato rinunziatario qualora non assuma servizio nel termine predetto, senza giustificato motivo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio degli annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio della prefettura e del comune di Amantea.

Cosenza, addì 5 agosto 1955

Il prefetto: ADAMI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Visti i propri precedenti decreti nn. 1603 e 7943 rispettivamente del 20 gennaio 1953 e del 5 marzo 1953, con i quali venne indetto pubblico concorso per titoli e per esami per otto posti di ufficiale sanitario vacanti in provincia di Cosenza al 30 novembre 1952;

Visto il decreto prefettizio n. 37345 Div. 3-M del 29 luglio 1955 col quale venne approvata la graduatoria formulata dalla Commissione giudicatrice del concorso medesimo da cui risulta che il dott. Scapaticci Claudio di Gaetano è stato giudicato idoneo con punti 120,400;

Visto che il predetto sanitario, nella domanda di ammissione al concorso ha indicato il comune di Spezzano Albanese 2ª sede come nell'ordine delle sue preferenze;

Considerato che il medesimo, avendo ottemperato alle condizioni richieste dal bando e dimostrato, attraverso la prova d'esame superato, il possesso dell'idoneità a ricoprire il posto richiesto;

Constatata la regolarità degli atti e della procedura seguita;

Visto gli articoli 34 e 37 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato con la legge 1° maggio 1941, n. 422 e con la legge 7 novembre 1942, n. 1528, nonchè gli articoli 24 e 25 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935;

Decreta:

Il dott. Scapaticci Claudio di Gaetano è nominato ufficiale sanitario del comune di Spezzano Albanese in via d'esperimento per un biennio, col trattamento economico relativo al posto determinato dalla G. P. A. per i sanitari della Provincia con deliberazione del 19 luglio 1955.

Il predetto sanitario dovrà assumere servizio nel termine perentorio di giorni quindici dalla notificazione del presente decreto, con avvertenza che sarà dichiarato rinunziatario qualora non assuma servizio nel termine predetto, senza giustificato motivo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio degli annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio della prefettura e del comune di Spezzano Albanese.

Cosenza, addì 5 agosto 1955

Il prefetto: ADAMI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Visti i propri precedenti decreti nn. 1603 e 7943 rispettivamente del 20 gennaio 1953 e del 5 marzo 1953, con i quali venne indetto pubblico concorso per titoli e per esami per otto posti di ufficiale sanitario vacanti in provincia di Cosenza al 30 novembre 1952;

Visto il decreto prefettizio n. 37345, Div. 3-M del 29 luglio 1955, col quale venne approvata la graduatoria formulata dalla Commissione giudicatrice del concorso medesimo da cui risulta che il dott. Ordine Aldo di Ernesto è stato giudicato idoneo con punti 110,436;

Visto che il predetto sanitario, nella domanda di ammissione al concorso ha indicato il comune di Scalea 1ª sede come nell'ordine delle sue preferenze;

Considerato che il medesimo, avendo ottemperato alle condizioni richieste dal bando e dimostrato, attraverso la prova d'esame superato, il possesso dell'idoneità a ricoprire il posto richiesto;

Constatata la regolarità degli atti e della procedura seguita;

Visto gli articoli 34 e 37 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato

con la legge 1° maggio 1941, n. 422 e con la legge 7 novembre 1942, n. 1528, nonchè gli articoli 24 e 25 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935;

Decreta:

Il dott. Ordine Aldo di Ernesto è nominato ufficiale sanitario del comune di Scalea in via d'esperimento per un biennio, col trattamento economico relativo al posto determinato dalla G. P. A. per i sanitari della Provincia con deliberazione del 19 luglio 1955.

Il predetto sanitario dovrà assumere servizio nel termine perentorio di giorni quindici dalla notificazione del presente decreto, con avvertenza che sarà dichiarato rinunziatario qualora non assuma servizio nel termine predetto, senza giustificato motivo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio degli annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio della prefettura e del comune di Scalea.

Cosenza, addì 5 agosto 1955

Il prefetto: ADAMI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Visti i propri precedenti decreti nn. 1603 e 7943 rispettivamente del 20 gennaio 1953 e del 5 marzo 1953, con i quali venne indetto pubblico concorso per titoli e per esami per otto posti di ufficiale sanitario vacanti in provincia di Cosenza al 30 novembre 1952;

Visto il decreto prefettizio n. 37345 Div. 3-M del 29 luglio 1955 col quale venne approvata la graduatoria formulata dalla Commissione giudicatrice del concorso medesimo da cui risulta che il dott. Zuccaro Vincenzo fu Ciro è stato giudicato idoneo con punti 107,500;

Visto che il predetto sanitario, nella domanda di ammissione al concorso ha indicato il comune di Saracena 1ª sede come nell'ordine delle sue preferenze;

Considerato che il medesimo, avendo ottemperato alle condizioni richieste dal bando e dimostrato, attraverso la prova d'esame superato, il possesso dell'idoneità a ricoprire il posto richiesto;

Constatata la regolarità degli atti e della procedura seguita;

Visti gli articoli 34 e 37 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato con la legge 1° maggio 1941, n. 422 e con la legge 7 novembre 1942, n. 1528, nonchè gli articoli 24 e 25 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935;

Decreta:

Il dott. Zuccaro Vincenzo fu Ciro è nominato ufficiale sanitario del comune di Saracena in via d'esperimento per un biennio, col trattamento economico relativo al posto determinato dalla G. P. A. per i sanitari della Provincia con deliberazione del 19 luglio 1955.

Il predetto sanitario dovrà assumere servizio nel termine perentorio di giorni quindici dalla notificazione del presente decreto, con avvertenza che sarà dichiarato rinunziatario qualora non assuma servizio nel termine predetto, senza giustificato motivo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio degli annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio della prefettura e del comune di Saracena.

Cosenza, addì 5 agosto 1955

Il prefetto: ADAMI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Visti i propri precedenti decreti nn. 1603 e 7943 rispettivamente del 20 gennaio 1953 e del 5 marzo 1953, con i quali venne indetto pubblico concorso per titoli e per esami per otto posti di ufficiale sanitario vacanti in provincia di Cosenza al 30 novembre 1952;

Visto il decreto prefettizio n. 37345 Div. 3-M del 29 luglio 1955 col quale venne approvata la graduatoria formulata dalla Commissione giudicatrice del concorso medesimo da cui risulta che il dott. Prastaro Antonio di Vincenzo è stato giudicato idoneo con punti 105.033.

Visto che il predetto sanitario, nella domanda di ammissione al concorso ha indicato il comune di Sant'Agata d'Esaro 4ª sede come nell'ordine delle sue preferenze;

Considerato che il medesimo, avendo ottemperato alle condizioni richieste dal bando e dimostrato, attraverso la prova d'esame superato, il possesso dell'idoneità a ricoprire il posto richiesto;

Constatata la regolarità degli atti e della procedura seguita;

Visto gli articoli 34 e 37 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato con la legge 1° maggio 1941, n. 422 e con la legge 7 novembre 1942, n. 1528, nonchè gli articoli 24 e 25 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935;

Decreta:

Il dott. Prastaro Antonio di Vincenzo è nominato ufficiale sanitario del comune di Sant'Agata d'Esaro in via d'esperimento per un biennio, col trattamento economico relativo al posto determinato dalla G. P. A. per i sanitari della Provincia con deliberazione del 19 luglio 1955.

Il predetto sanitario dovrà assumere servizio nel termine perentorio di giorni quindici dalla notificazione del presente decreto, con avvertenza che sarà dichiarato rinunziatario qualora non assuma servizio nel termine predetto, senza giustificato motivo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio degli annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio della prefettura e del comune di Sant'Agata d'Esaro.

Cosenza, addì 5 agosto 1935

Il prefetto: ADAMI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Visti i propri precedenti decreti nn. 1603 e 7943 rispettivamente del 20 gennaio 1953 e del 5 marzo 1953, con i quali venne indetto pubblico concorso per titoli e per esami per otto posti di ufficiale sanitario vacanti in provincia di Cosenza al 30 novembre 1952;

Visto il decreto prefettizio n. 37345 Div. 3-M del 29 luglio 1955, col quale venne approvata la graduatoria formulata dalla Commissione giudicatrice del concorso medesimo da cui risulta che il dott. Rubino Giuseppe fu Gaetano è stato giudicato idoneo con punti 105.003.

Visto che il predetto sanitario, nella domanda di ammissione al concorso ha indicato il comune di Lungro 3ª sede come nell'ordine delle sue preferenze;

Considerato che il medesimo, avendo ottemperato alle condizioni richieste dal bando e dimostrato, attraverso la prova d'esame superato, il possesso dell'idoneità a ricoprire il posto richiesto;

Constatata la regolarità degli atti e della procedura seguita;

Visto gli articoli 34 e 37 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato con la legge 1° maggio 1941, n. 422 e con la legge 7 novembre 1942, n. 1528, nonchè gli articoli 24 e 25 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935;

Decreta:

Il dott. Rubino Giuseppe fu Gaetano è nominato ufficiale sanitario del comune di Lungro in via d'esperimento per un biennio, col trattamento economico relativo al posto determinato dalla G. P. A. per i sanitari della Provincia con deliberazione del 19 luglio 1955.

Il predetto sanitario dovrà assumere servizio nel termine perentorio di giorni quindici dalla notificazione del presente decreto, con avvertenza che sarà dichiarato rinunziatario qualora non assuma servizio nel termine predetto, senza giustificato motivo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio degli annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio della prefettura e del comune di Lungro.

Cosenza, addì 5 agosto 1955

Il prefetto: ADAMI

(4370)

PREFETTURA DI FERRARA

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Ferrara

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FERRARA

Visti i propri decreti di pari numero in data 13 giugno 1955, con i quali rispettivamente venne approvata la graduatoria del concorso per posti di medico condotto vacanti al 30 novembre 1953 e vennero dichiarati i vincitori delle condotte poste a concorso;

Viste le note n. 9160 in data 9 agosto 1955, e n. 5228 in data 13 agosto 1955, con le quali i sindaci rispettivamente di Cento e Formignana comunicano che i dottori Onorio Nagliati e Silvano Amadio hanno rinunziato alle condotte di Corpo Reno e di Rero;

Considerata, pertanto, la necessità di attribuire le suddette condotte, resesi vacanti, ad altri concorrenti in relazione alla posizione in graduatoria ed all'ordine preferenziale delle rispettive richieste;

Che, in attuazione di quanto previsto al comma precedente, si renderà vacante anche la condotta di Ariano Ferrarese, al cui vincitore, dott. Guido Gilli, verrà, con il presente decreto, conferita altra condotta;

Visti l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265 e gli articoli 55 e 56 del regolamento sui concorsi sanitari approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

1. Al dott. Gilli Guido è assegnata la condotta medica di Corpo Reno (Cento).
2. Al dott. Bagni Corrado è assegnata la condotta medica di Rero (Formignana).
3. Al dott. Montemezzo Giuseppe è assegnata la condotta medica di Ariano Ferrarese (Mesola).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e dei Comuni interessati.

Ferrara, addì 17 agosto 1955

p. *Il prefetto*: MALINVERNO

(4489)

PREFETTURA DI BOLOGNA

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Bologna

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BOLOGNA

Visto il proprio decreto n. 1/4379 del 22 gennaio 1955, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti in questa Provincia, bandito con decreto n. 22/10029 del 20 marzo 1952, modificato con successivi decreti n. 56/27745 del 14 aprile 1952 e n. 2/568 del 15 gennaio 1953;

Visto il proprio decreto n. 2/4380 del 22 gennaio 1955, con il quale si assegnavano ai medici vincitori le condotte poste a concorso;

Ritenuto che la condotta consorziale di San Benedetto Val di Sambro (Pian del Voglio), a seguito di rinuncia del dottore Prata Pietro (23° in graduatoria) vincitore della condotta stessa, è rimasta vacante e disponibile;

Ritenuto che i dottori Sileci Rosario (29° in graduatoria) e Turci Francesco (35° in graduatoria) hanno rinunciato alla nomina per la stessa condotta;

Visto il decreto n. 68/22205 del 14 maggio 1955, con il quale la condotta consorziale di San Benedetto Val di Sambro è stata assegnata al dott. Bonazzi Giorgio (34° in graduatoria);

Vista la deliberazione n. 5 del 4 luglio 1955, con la quale l'assemblea consorziale del comune di San Benedetto Val di Sambro dichiara decaduto dalla nomina il dott. Bonazzi Giorgio;

Ritenuto pertanto che la condotta consorziale di San Benedetto Val di Sambro è rimasta nuovamente vacante;

Ritenuto che i dottori Cenciotti Leonida (43° in graduatoria), Pancaldi Alfonso (45° in graduatoria), Lanzoni Romolo (49° in graduatoria), Schipa Franco (52° in graduatoria), Masi Vittorio (53° in graduatoria), Milani Lorenzo (55° in graduatoria) e Terzi Adolfo (62° in graduatoria) hanno rinunciato alla nomina per la stessa condotta;

Ritenuto che il dott. Gualandi Luigi (65° in graduatoria) ha diritto alla nomina a termine di legge;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Gualandi Luigi è dichiarato vincitore della condotta consorziale di San Benedetto Val di Sambro Pian del Voglio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Bologna, addì 16 agosto 1955

p. *Il prefetto*: DE GENNARO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BOLOGNA

Visto il proprio decreto n. 1/4379 del 22 gennaio 1955, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso ai posti di medico condotto vacanti in questa Provincia, bandito con decreto n. 22/10029 del 20 marzo 1952, modificato con successivi decreti n. 56/27755 del 14 aprile 1952 e n. 2/568 del 15 gennaio 1953;

Visto il proprio decreto n. 2/4380 del 22 gennaio 1955, con il quale si assegnavano ai medici vincitori le condotte poste a concorso;

Ritenuto che la condotta capoluogo di Monzuno, a seguito di rinuncia del dott. Ripoli Renzo (4° in graduatoria) vincitore della condotta stessa, è rimasta vacante e disponibile;

Visto il decreto n. 56/21750 del 21 aprile 1955, con il quale la condotta di Monzuno è stata assegnata al dottor Beccari Gian Luigi (26° in graduatoria);

Considerato che il dott. Beccari ha successivamente presentato dichiarazione di rinuncia alla condotta assegnatagli, per cui questa è rimasta nuovamente vacante;

Ritenuto che il dott. Bregola Romolo (40° in graduatoria) ha diritto alla nomina a termine di legge;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Bregola Romolo è dichiarato vincitore della condotta capoluogo di Monzuno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Bologna, addì 16 agosto 1955

p. *Il prefetto*: DE GENNARO

(4488)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.